



European Trade Union Confederation (ETUC)  
Confédération européenne des syndicats (CES)

## **Sommet de printemps de l'UE : Message de la CES à l'UE et aux chefs de gouvernements**

### La crise

1. L'Europe sociale est sous pression - une pression qui s'intensifiera si les gouvernements se précipitent vers des stratégies de sortie de crise prématurées entraînant de graves conséquences sociales. Le chômage des jeunes, notamment, atteint déjà des niveaux catastrophiques dans de nombreux pays et ne reçoit jusqu'à présent que peu d'attention coordonnée par rapport à l'aide exigée par le secteur financier.
2. Ce secteur, notamment certains fonds spéculatifs, continue de spéculer contre certains Etats membres et contre l'euro. Cette spéculation devrait se heurter à l'opposition conjointe de l'UE et des gouvernements et à une forte volonté d'agir ensemble afin que les marchés ne puissent diviser et régner, et détruire l'euro. Une telle démarche implique un renforcement de l'action commune concernant la gouvernance économique et la mise en exergue de la nécessité urgente de nouvelles sources de financement, particulièrement les taxes sur les transactions financières et les primes, et de la question des euro-obligations.
3. Pour commencer, il faudrait convenir avec la Grèce d'un plan qui n'oblige pas les travailleurs à payer le prix des problèmes rencontrés par le pays, notamment des transgressions des règles de l'euro et le « trucage des comptes » du précédent gouvernement grec par certaines banques afin de cacher la véritable situation de l'économie grecque aux autorités européennes. Parallèlement à une éventuelle assistance de l'UE, la Grèce devrait aussi être incitée à améliorer sa gouvernance, à freiner la fraude fiscale et à élaborer un pacte social équitable avec les partenaires sociaux.
4. Le modèle social européen, qui met l'accent sur le dialogue social aboutissant à un accord, est un moyen important pour aider la Grèce et d'autres pays en difficulté: accorder la priorité aux personnes, et non aux marchés, est un principe européen essentiel. A titre d'exemple, toute réforme des systèmes de retraite - un sujet d'actualité dans plusieurs pays de l'UE - doit être basée sur la protection des pensions et de la sécurité sociale, et pas sur des mesures imposées par des gouvernements qui prennent peur face aux pressions du marché, et sur le dialogue social et sur les accords.
5. En gardant ces points à l'esprit, les principaux messages de la CES au Sommet de printemps sur la crise sont :
  - (i) « Pas de panique, pas de sortie précipitée » des incitations budgétaires. Nous avons plutôt besoin d'une stratégie d'entrée et l'UE doit maintenant se concentrer sur la réduction du chômage, surtout chez les jeunes, avec un nouveau plan de relance de l'UE équivalant à 1 % du PIB européen et

sur les plans visant à mettre en place de nouvelles politiques industrielles vertes.

- (ii.) Mettre en place une gouvernance économique européenne en convenant avec la Grèce, y compris les partenaires sociaux grecs, d'un programme équitable, qui protège les travailleurs, les services publics essentiels et s'attaque aux problèmes de fraude fiscale chez les riches et les privilégiés et aux opérations comptables inacceptables de certaines banques, en particulier Goldman Sachs, et du gouvernement grec précédent. Une enquête devrait être menée concernant cette dernière question.
- (iii.) Développer davantage la gouvernance économique européenne en instaurant de nouvelles méthodes de collecte des fonds, en particulier un impôt sur les transactions financières, des impôts sur les primes, et la possibilité d'émettre des euro-obligations.
- (iv.) Accélérer, en Europe et au plan international, le processus de mise en place de mesures efficaces de régulation des banques, des fonds spéculatifs, des fonds d'investissement privés et d'autres institutions financières.

#### 2020

6. En ce qui concerne la stratégie UE 2020, l'Europe doit veiller à montrer qu'elle est capable de faire face aux challenges de 2010 si elle veut que ses objectifs restent crédibles. Bien qu'une stratégie à long-terme soit utile pour déterminer la voie à suivre, il est primordial qu'elle aborde de manière adéquate les raisons de la crise actuelle – faible gouvernance d'entreprise, des institutions financières motivées par l'appât du gain, des systèmes de taxation qui profitent à la spéculation à court-terme, la nécessité de nouvelles sources de fonds publics, le manque de compétences économiques européennes, etc. Aujourd'hui, 2020 ne réussit pas ce test.
7. Pour ce qui est du texte même, la CES souhaite un engagement pour l'égalité qui soit la voie à suivre – salaire égal pour travail égal, imposition équitable et progressive, égalité des genres, et égalité des chances. Il s'agit là de défis clés que l'Europe doit relever dans les dix prochaines années parallèlement aux challenges environnementaux et démographiques.
8. Il nous manque également une définition précise du rôle des Etats-providence et des services publics. Ils ont été jusqu'ici les "héros de la récession" permettant d'éviter la dépression, et ils doivent être le pilier central de l'Union européenne dans le futur. Ils ont subi privatisation et déréglementation mais ont su démontrer leur rôle de stabilisateurs "automatiques" solides pendant la crise. La stratégie 2020 doit permettre de les maintenir et doit être compatible avec le concept d'une économie sociale de marché.
9. Sur les questions de marché du travail, la stratégie 2020 a besoin d'une vision sociale pour une Europe avec des standards de travail équitables, une réduction ou une élimination des écarts entre Etats membres, la promotion de la négociation collective, plus de sécurité pour les travailleurs, une utilisation du terme de flexicurité qui ne peut être réduite à la flexibilité (à savoir moins de sécurité d'emploi, plus de facilité pour engager et licencier, fin des accords

collectifs nationaux etc), et elle a besoin d'une politique de transition juste des emplois d'aujourd'hui vers les emplois verts de demain. L'investissement dans tous les travailleurs, dans leur formation et leurs compétences pour l'avenir, sera une tâche prépondérante pour la période à venir.

10. Enfin, afin de souligner l'importance que revêt l'élaboration d'un modèle social européen, l'UE devrait maintenant veiller à mettre en place un Protocole de progrès social proposé par la CES, dont l'objectif est d'assurer un meilleur équilibre entre le marché unique et les droits sociaux.